

**JP.BURDY - texte pour le dossier « Moyen-Orient »
de *Questions Internationales* no 103-104, septembre-décembre 2020**

**L'Iran au Moyen-Orient: quelle « résistance maximale »
à la « pression maximale » de Donald Trump ?**



Jean-Paul Burdy est historien, enseignant-chercheur associé au master « Méditerranée-Moyen-Orient » de Sciences Po Grenoble. Il anime le blog « Questions d'Orient-Questions d'Occident. »

CHAPÔ/ Depuis 2019, l'Iran oppose une « résistance maximale » à la politique de « pression maximale » de Donald Trump, d'abord dans le détroit d'Ormuz, puis en Irak. Après que le président américain a ordonné l'élimination du général Ghassem Soleimani, maître d'œuvre de l'interventionnisme iranien au Moyen-Orient, Téhéran a répondu par des frappes de missiles sur des bases américaines. On a alors frôlé un conflit majeur, alors que l'Iran a relancé son programme d'enrichissement de l'uranium, et accéléré ses essais et la production de missiles balistiques et de drones. Le régime iranien est contesté à l'intérieur, et en Irak. Pour autant, sa résilience sécuritaire et la continuité de sa politique d'ingérence, ne font guère de doute.

1/ La «*pression maximale*» de Donald Trump sur l'Iran

En signant l'accord de Vienne sur le nucléaire, le 14 juillet 2015, la République islamique paraît réintégrer le « *concert international* » des nations. La levée progressive des sanctions internationales permet au président de la République, le modéré Hassan Rohani (élu en 2013, réélu en 2017), de promettre à ses concitoyens une amélioration rapide de leur situation économique et sociale. A défaut d'une libéralisation politique refusée par le Guide suprême Ali Khameneï, les Gardiens de la révolution (*pasdaran*) et les principalistes (les ultra-conservateurs), tous par ailleurs bien décidés à conforter la présence de l'Iran dans la région. Celle-ci a longtemps été limitée au seul Liban, à travers une milice chiite devenue force politique, le Hezbollah. Tout change en 2003, quand l'intervention américaine en Irak met à bas le régime national-arabe, baasiste et sunnite de Saddam Hussein. La Constitution fédérale de 2005 instaure à Bagdad un régime communautariste et confessionnel : majoritaires, les chiites accèdent au pouvoir, et ouvrent le pays à une influence iranienne inédite. Se dessine alors ce que les adversaires de l'Iran qualifient dès 2004 de « *croissant chiite* » reliant Téhéran à Bagdad, Damas et Beyrouth.

Conscients de la faiblesse de leurs capacités militaires classiques face à la puissance américaine, les Iraniens ont adopté une stratégie asymétrique, sans confrontation directe avec leurs adversaires étatiques, car reposant largement sur l'intervention d'acteurs locaux sous contrôle, les *proxies*. Sous l'autorité du Guide, cette stratégie régionale est mise en œuvre par la Force Al-Qods (Jérusalem) des Gardiens, commandée par le général Ghassem Soleimani. Elle se déploie en Afghanistan et en Irak, contre les Américains. Puis en Syrie dès 2012, pour sauver le régime baasiste-alaouite sécularisé du dictateur Bachar al-Assad : une guerre civile régionalisée, et un affrontement indirect entre Riyad et Téhéran. A partir de l'été 2014 et la prise de Mossoul par les djihadistes sunnites de l'État islamique, les Iraniens se retrouvent indispensables en Irak dans la lutte au sol contre Daech, en coordination paradoxale avec la coalition internationale dirigée par les États-Unis. Au Yémen, dans la guerre lancée en 2015 par le Saoudien Mohammed ben Salmane (prince-héritier depuis 2017), la résistance imprévue des « *rebelles chiites* houthis » doit beaucoup à l'aide fournie par Téhéran, qui s'est nettement accrue depuis 2018, avec la livraison de missiles et de drones.

Des objectifs américains illisibles

Impatient de dénoncer le *deal* nucléaire conclu par son prédécesseur, Donald Trump entend exercer sur l'Iran, redevenu « *pays du Mal* », une «*pression maximale*», associant strangulation économique et pression militaire. Il s'agit de bloquer définitivement les programmes stratégiques de Téhéran (nucléaire, missiles), ainsi que ses « *actions terroristes* » dans la région. Les Etats-Unis se retirent unilatéralement de l'accord de Vienne le 8 mai 2018, ce qui entraîne le rétablissement par Washington des sanctions onusiennes levées par l'accord, qui s'ajoutent à des sanctions du Trésor américain sans cesse renforcées. Elles visent à bloquer tout commerce international de et avec l'Iran, en particulier dans le secteur stratégique du pétrole. L'extraterritorialité des décisions de Washington exerce une pression telle sur les acteurs ayant des intérêts économiques aux Etats-Unis que tous les Occidentaux désertent précipitamment l'Iran.

Les finalités de la « *pressure maximale* » sont cependant illisibles. Avec l'objectif d'être réélu en 2020, le président américain entend se retirer des « *interminables conflits du Moyen-Orient, où les Etats-Unis ont plus à perdre qu'à gagner* ». Mais il renforce plus encore le déploiement militaire américain dans la région du Golfe, et multiplie les tweets de menace nucléaire implicite contre l'Iran. Officiellement, il s'agit de « *parvenir à un meilleur accord* » beaucoup plus contraignant que celui de Vienne. Mais à la Maison Blanche, certains¹ ont un objectif plus ambitieux qu'un simple changement de comportement (*behavior change*) de Téhéran: le renversement du régime (*regime change*) par un soulèvement populaire. Habitués aux pressions extérieures, les dirigeants iraniens répondent à ces menaces par le conflit asymétrique.

2/ 2019, tensions dans le golfe Persique: Trump ne veut pas (et ne peut pas?) la guerre

Sous contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'Iran respecte scrupuleusement l'accord de Vienne jusqu'à l'entrée en vigueur, le 2 mai 2019, de l'embargo américain total sur ses exportations de pétrole. Téhéran réduit dès lors, par étapes, ses engagements en matière d'enrichissement de l'uranium. Et fait monter la tension dans le détroit d'Ormuz, une artère stratégique par laquelle transite la totalité du brut iranien, mais aussi celui des cinq autres producteurs d'hydrocarbures du Golfe² : les incidents navals s'y multiplient, non revendiqués (mines magnétiques sur des tankers) ou assumés (arraisonnement de navires par l'Iran). La force navale des Gardiens de la révolution mène ainsi une « *guérilla sur l'eau* » de basse intensité. Dissuasion du faible au fort, son objectif est de rappeler à tous les acteurs des marchés pétroliers ce que serait le prix à payer en cas de conflit ouvert. Cette phase de la crise connaît deux pics de tension. Le 20 juin, un drone américain Global Hawk est abattu par des missiles sol-air dans l'espace aérien de Téhéran, qui précise avoir épargné un avion de surveillance électronique accompagnant le drone. Le président Trump annule une opération de représailles, « *pour ne pas risquer de pertes humaines disproportionnées* ». Le 14 septembre, dans la Province orientale du royaume saoudien, deux sites pétroliers majeurs sont frappés par une vingtaine de drones et sept missiles de croisière non détectés. La production saoudienne est réduite de moitié pendant trois semaines. Revendiquée par les Yéménites houthis, l'attaque est attribuée à l'Iran par les Occidentaux. Alors qu'il s'agit d'un fait de guerre non déclaré, ni Riyad, ni Washington, ne réagissent militairement.

Téhéran : « *Pas de guerre ; pas de négociation sans levée préalable des sanctions* »

Les Iraniens pensent alors être sortis gagnants de la confrontation: pour des raisons électorales, Trump ne veut pas, ne peut pas, la guerre. Et les pétromonarchies du Golfe, qui abritent toutes des bases américaines, ont compris que la « *pressure maximale* » de Washington les laissait en première ligne de représailles iraniennes. Dès lors, le Guide Khameneï fixe la ligne: « *Pas de guerre, pas de négociation, résistance maximale.* » Ce qui explique l'échec des efforts de médiation du président Macron lors du G7 de Biarritz (25-26 août), puis de l'assemblée générale de l'ONU à New York (23-24 septembre). L'incapacité des Européens à peser sur Washington étant patente, le Guide accuse le président français d'être « *soit naïf, soit complice des Etats-Unis* » en disant vouloir sauver l'accord nucléaire, mais en posant à l'Iran les mêmes exigences supplémentaires que Donald Trump, comme préalable à la levée des sanctions et à la libre disposition de ses revenus pétroliers. Les tensions vont ensuite se déporter vers l'Irak.

3/ 2019-2020, en Irak : l'Iran activiste, contesté, et frappé

Téhéran conspué : « *L'Iran dehors! dehors!* »

Depuis l'automne 2019, le Liban connaît un ample mouvement de protestation contre un système politique communautariste et clientéliste corrompu et incomptént, un rejet qui inclut les partis chiites Amal et Hezbollah. Le Hezbollah pro-iranien est conspué par des manifestants chiites dans ses fiefs historiques, où l'on entend : « *Le Liban plutôt que l'Iran !* » Au même moment, l'Irak, depuis des années sous une

1 L'ex-conseiller stratégique S. Bannon ; l'ex-conseiller à la sécurité nationale J. Bolton; l'actuel secrétaire d'Etat M. Pompeo.

2 Cf. JP.BURDY, « *Brumes de chaleur sur le détroit d'Ormuz...* » in: R.LOMBARDI (dir.), « *Le golfe Persique. Noeud gordien d'une zone en conflictualité permanente* », *Orients Stratégiques* no 10, 2019, p.85-102

double dépendance à Washington et à Téhéran, est violemment travaillé et par des actions anti-américaines de milices chiites pro-iraniennes; et par des manifestations populaires anti-système (le *hirak*) à forte connotation anti-iranienne. Celles-ci, récurrentes depuis 2015, dénoncent un système politique clientéliste et répressif, une corruption systémique, une incurie généralisée et une profonde crise sociale, que les manifestants attribuent largement à l'omniprésence des Iraniens: auprès de partis chiites stipendiés ; dans l'encadrement de milices radicalisées ; dans la captation par Téhéran d'une partie de la rente pétrolière. Dès lors, le slogan « *Iran, dehors ! Dehors !* » (*Iran barra ! barra !*) fait florès ; des portraits du Guide et de Ghassem Soleimani sont piétinés et brûlés ; les consulats iraniens de Kerbala et de Najaf sont partiellement incendiés³.

Engagé en Irak dans un bras de fer avec les Américains, l'Iran s'y heurte à une opposition populaire qui ressort du nationalisme arabe irakien, et qui mobilise essentiellement des étudiants et des jeunes chiites paupérisés opposant à la République islamique d'Iran l'exigence d'un « *Etat civique* ». La « *main-mise de l'Iran sur l'Irak* » est donc relative, comme la solidité du « *croissant chiite* ». Au même moment, le régime iranien est confronté à un mécontentement social intérieur qui prend vite une dimension politique. Comme celles de l'année précédente, les manifestations de novembre 2019 découlent du violent impact des sanctions américaines. L'augmentation brutale du prix de l'essence provoque des manifestations qui virent à l'émeute urbaine dans tout le pays. Les slogans ciblent le régime (« *A bas la dictature ! Mort au dictateur [le Guide] !* »), mais aussi les coûteux engagements extérieurs des Gardiens (« *Pas d'argent pour Gaza, le Hezbollah, la Syrie... mais pour l'Iran !* »). Cette « *crise de l'essence* » est réprimée dans le sang -peut-être 1500 morts, dans l'opacité d'une coupure totale de l'internet.

Janvier 2020 : « *notre vengeance sera terrible après le martyre de Ghassem Soleimani !* »

A Bagdad, le 31 décembre, une procession funéraire de miliciens se transforme en prise d'assaut de l'ambassade américaine, dont Donald Trump rend les Iraniens responsables. Dans la nuit du 2 au 3 janvier 2020, un drone américain pulvérise à l'aéroport de Bagdad le convoi du général Ghassem Soleimani, qui est accompagné par l'Irakien Al-Mohandis (coordinateur de la puissante milice Mobilisation populaire) et plusieurs *pasdaran*. L'assassinat de Soleimani élimine l'un des principaux stratégies de la République islamique, maître d'œuvre de sa politique régionale depuis deux décennies. Washington pensait peut-être désorganiser ainsi la Force Al-Qods. Mais le Guide a immédiatement nommé à sa tête l'adjoint de Soleimani, le général Esmaël Ghaani, spécialiste de l'Afghanistan et du Pakistan, et organisateur en Syrie de brigades de volontaires chiites afghans et pakistanais. En Irak, puis en Iran, le cortège funéraire de Soleimani a mobilisé, bien au-delà des seuls partisans du régime, des foules immenses - les plus importantes depuis la mort de l'ayatollah Khomeyni en 1989. Occultant les faces sombres du personnage, le pouvoir a su valoriser son destin en jouant sur le nationalisme et l'antiaméricanisme, et en exaltant sa mort en martyr charismatique: un thème émotionnel fort dans le dolorisme de la martyrologie chiite.

Malgré les mises en garde du président américain, et après en avoir prévenu les Irakiens, les *pasdaran* procèdent, le 7 janvier, depuis l'Iran, à des tirs de missiles contre les bases américaines d'Erbil (Kurdistan), et d'Aïn Al-Assad (province d'Al-Anbar). Sur cette dernière, les dégâts matériels sont importants, et plus de 100 soldats « *commotionnés* ». En niant contre l'évidence tout dégât sérieux, et toute victime américaine, Donald Trump évite d'avoir à procéder aux représailles promises, au risque d'une guerre conventionnelle. Ces frappes directes de l'État iranien contre l'armée américaine, sont aussi inédites que l'assassinat de Soleimani, mis par D. Trump sur le même plan que l'élimination du chef de l'État islamique Abou Bakr al-Baghdadi, en octobre 2019. L'impact politique des frappes est cependant brouillé le jour même par « la crise du Boeing ukrainien », un avion de ligne abattu par erreur par deux missiles des *pasdaran* après son décollage de Téhéran : 176 morts, presque tous Iraniens ou bi-nationaux.

A la tragédie humaine s'ajoute le scandale politique d'un mensonge d'État, les autorités maintenant pendant 3 jours la thèse de l'accident, suscitant une vive indignation, et des manifestations dans les universités des grandes villes.

³ Comme au Liban et en Syrie, les diplomates iraniens en Irak dans les ambassades et consulats sont presque tous issus du corps des *pasdaran*.

4/ Les perspectives: verrouillage politique et sécuritaire, « résistance maximale » sur la longue durée

Ayant intégré la probabilité d'une réélection de Donald Trump, le régime iranien se prépare à une confrontation de longue durée. Après avoir dirigé la grande prière du vendredi à Téhéran le 17 janvier 2020, le Guide martèle que le modèle de la « résistance maximale » pour les temps à venir est le « martyre de Soleimani », et exige la défense inconditionnelle des piliers idéologiques de la République islamique. Après l'écrasement des émeutes de la « crise de l'essence », le verrouillage politique s'est confirmé lors des législatives du 21 février : préformatées par l'élimination préalable de milliers de candidats réformateurs par le Conseil des gardiens de la Constitution, et marquées par le taux de participation le plus faible depuis 1979 (42,57%), elles permettent aux conservateurs et ultra-conservateurs d'emporter plus de 220 sièges sur 290 au parlement (*majlis*). Marginalisant le président Rohani pour la dernière année de son mandat, le Guide, les principalistes et les Gardiens de la révolution contrôlent désormais toutes les institutions, et peuvent imposer le monopole d'une ligne dure en matière de politique régionale et internationale⁴.

L'accord sur le nucléaire a vécu, le programme balistique continue

Depuis le retrait de Washington, l'accord de Vienne a vécu. Le programme d'enrichissement reprend : les Iraniens le disent réversible si les sanctions sont levées. Alors que le Guide répète que la fabrication, la détention ou l'usage de l'arme nucléaire sont « fondamentalement contraires (*haram*) aux principes de l'islam », l'Iran entend maintenir l'incertitude sur ses objectifs : acquérir l'arme nucléaire pour renforcer sa puissance; ou devenir un « Etat du seuil » maîtrisant la filière du nucléaire militaire sans en franchir la dernière étape. Alors que certains négociateurs de Vienne voulaient lier programme nucléaire et programme balistique, Téhéran a toujours considéré que ce dernier relevait de sa seule souveraineté nationale. Ce programme a été développé par les Gardiens pour compenser l'obsolescence d'une aviation héritée du shah : des missiles russes ou chinois achetés à des pays-tiers ont été améliorés, jusqu'à la création d'une industrie nationale autonome, produisant des missiles stratégiques (certains seraient à capacité nucléaire⁵), des missiles de croisière et des drones. Alors que le pays était durement frappé par la pandémie de covid-19, les Gardiens de la révolution (et non l'Agence spatiale iranienne) ont ainsi mené à bien, le 22 avril 2020, le lancement d'un satellite militaire avec un vecteur balistique sur rampe mobile utilisant du propergol solide: une caractéristique technique essentiellement utilisée pour des missiles stratégiques à longue portée. Ces programmes permettent à l'Iran de projeter sa puissance, y compris par leur transfert à des groupes non étatiques (Irak, Liban, Yémen). Compte-tenu de la proximité de nombreuses bases américaines, ils sont devenus la principale arme de dissuasion classique de Téhéran, et pèsent désormais dans l'équation sécuritaire du Moyen-Orient.

HOPE, un projet iranien de nouvelle architecture de sécurité dans le Golfe

Au plus fort des tensions à Ormuz, à l'été 2019, la diplomatie iranienne a proposé à ses voisins une nouvelle architecture de sécurité pour le Golfe, en misant sur les incertitudes d'un Conseil de coopération des Etats arabes du Golfe (Arabie saoudite, Oman, Koweït, Bahreïn, EAU, Qatar) affaibli par ses dissensions internes, et déstabilisé par les déclarations erratiques de Donald Trump sur la maintien de la présence américaine dans le Golfe. Selon une formule multilatérale comparable à celle de l'OSCE en Europe, le projet iranien HOPE (Hormuz Peace Endeavor / Initiative de paix d'Ormuz) envisage une structure de dialogue associant « le départ des forces étrangères présentes dans le Golfe », et « la participation de tous les Etats riverains » - incluant donc l'Iran et l'Irak. Dans une conjoncture régionale très tendue, HOPE est loin d'être à l'ordre du jour, et les flottes américano-britannique et européennes sont, en 2020, en cours de renforcement plus que de retrait.

4 Dont la prise d'otages occidentaux, dans la perspective d'échanges de prisonniers iraniens: ainsi la sociologue franco-iranienne Fariba Adelkhah et le chercheur Roland Marchal depuis juin 2019.

5 Détenteur non déclaré de l'arme nucléaire depuis 1967, Israël dispose de trois vecteurs (missiles, avions, sous-marins) pour ses ogives. Cf. « Guerre nucléaire au Moyen-Orient », *Moyen-Orient* no 45, janv.-mars 2020.

Forcer le départ des Américains d'Irak ; maintenir la pression sur Israël

En Irak, Téhéran s'active sur plusieurs fronts : répression d'un *hirak* chiite anti-système et anti-iranien, attribué à «*un complot de l'étranger* »⁶; tractations pour former une coalition politique soutenant le nouveau premier ministre chiite, et permettant à l'Iran de conserver ses leviers d'influence; enfin, forcer le retrait des Américains. Ce dernier objectif passe par des demandes en ce sens du gouvernement et du parlement de Bagdad; par des manifestations de rue ; et par le harcèlement des Américains par des milices pro-iranienne. Car, autant que du chiisme, les réseaux d'influence iraniens dans la région se nourrissent de l'hostilité à l'impérialisme américain. Début 2020, la question du départ des Américains est bel et bien posée, ne serait-ce qu'à travers des déclarations contradictoires de la Maison Blanche. Au risque d'ailleurs pour l'Irak d'y perdre l'assistance de Washington contre l'État islamique, et de se retrouver soumis aux sanctions contre l'Iran. Au Levant, Téhéran cherche à relancer un « axe de la résistance » pro-palestinien, en fédérant contre Israël différentes forces (Hezbollah, Hamas, Djihad islamique), au-delà du clivage sunnites/chiites, et en pérennisant ses implantations militaires et miliciennes en Syrie. En intervenant dès 2012 en Syrie, en y stockant missiles et drones, Téhéran a élargi sa profondeur stratégique face à Israël. Mais les marges de manœuvre iraniennes restent contraintes : par les incessants bombardements israéliens contre les installations iraniennes ; par l'effondrement des moyens financiers de Téhéran ; par la présence d'une Russie toute puissante, et qui entretient de bonnes relations avec Jérusalem.

XXXXX

A nouveau isolée diplomatiquement, asphyxiée par les sanctions, avec une économie affaiblie plus encore par la pandémie, la République islamique, a perdu beaucoup des moyens financiers qu'elle consacrait à son interventionnisme régional. Impopulaire auprès d'une partie des opinions arabes, y compris dans la galaxie chiite, elle est loin d'être une puissance hégémonique au Moyen-Orient. Mais la résilience du régime de Téhéran, ancré dans son appareil sécuritaire, et dans lequel des Gardiens de la révolution sont de plus en plus omniprésents, ne fait guère de doute. Les menaces de Donald Trump ne sont dissuasives ni pour la « *résistance maximale* », ni pour les milices pro-iranienne dans la région. Les tensions bilatérales sont donc inscrites dans la durée, avec le risque permanent d'une escalade imprévue dégénérant en conflit généralisé.

JP.BURDY

⁶ L'épidémie de covid-19 a mis un terme aux manifestations de rue en Irak (le *hirak*) comme au Liban, mais n'a pas fait disparaître les motifs du mécontentement populaire.